

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1038^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Mardi 17 octobre 1961,
à 10 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 9 de l'ordre du jour:

Discussion générale (suite)

Discours de M. Muna (Cameroun)	497
Discours de M. Elizalde (Philippines)	502
Intervention de M. Shukairy (Arabie Saoudite)	505

Président: M. Mongi SLIM (Tunisie).

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Discussion générale (suite)

1. M. MUNA (Cameroun) [traduit de l'anglais]: Comme c'est la première fois que ma délégation prend la parole, j'espère que M. Slim voudra bien me permettre de m'associer, au nom de ma délégation, aux très chaleureuses félicitations qui lui ont déjà été adressées à l'occasion de son élection aux fonctions de président de l'Assemblée générale. Ma délégation estime que cette désignation bien méritée à de hautes fonctions, dont l'exercice n'est guère facile, est due à la façon hautement compétente dont vous vous êtes acquitté du rôle de représentant de votre pays. Nous nous engageons à vous apporter notre fidèle soutien et notre entière coopération, en demandant aux représentants des autres pays d'agir de même.

2. Les représentants ici présents apprendront peut-être avec intérêt qu'au mois de mars de cette année, au cours de la quinzième session de l'Assemblée générale, le Premier Ministre du Cameroun, M. J. N. Foncha, et moi-même faisons partie, en qualité de conseillers, de la délégation britannique. Aujourd'hui, je me sens très honoré et très heureux de monter à cette tribune et d'y prendre la parole non pas en qualité de conseiller d'un pays étranger, mais comme président de la délégation de mon pays, maintenant unifié et indépendant, et en son nom.

3. La délégation camerounaise exprime ses profonds regrets du décès tragique et prématuré de M. Dag Hammarskjöld, secrétaire général, qui est mort dans l'exercice de son devoir dans les efforts inlassables et désintéressés qu'il déployait pour trouver une solution à des problèmes humains d'une envergure mondiale. La visite que le Secrétaire général a rendue l'an dernier au Cameroun, et au cours de laquelle il a eu l'occasion de discuter avec beaucoup de compréhension les problèmes qui se posent à nous, sera longtemps présente à notre mémoire. Ma délégation souscrit entièrement à toutes les mesures que l'on a proposées pour perpétuer le souvenir de cette belle âme. Nous appuyons également la proposition de ne rechercher que dans la nomination d'un seul Secrétaire général, secondé par des adjoints, l'issue à l'impasse que crée cette perte irréparable. N'oublions pas ici que trop de cuisiniers gâtent la sauce et qu'un navire ne peut pas avoir plus d'un capitaine.

Pages

4. C'est avec la plus grande joie, la plus grande satisfaction, que ma délégation a vu hisser le drapeau du Sierra Leone parmi ceux des autres Membres des Nations Unies. Nous avons constaté également les progrès d'autres Etats, et particulièrement du Tanganyika, sur la route de l'indépendance. Le Cameroun s'engage à offrir à tout Etat dépendant l'appui qu'il lui faudra pour atteindre le but suprême: l'indépendance.

5. La déclaration de ma délégation portera sur la résiliation de l'Accord de tutelle dans le Cameroun méridional, devenu Cameroun occidental; nous y ajouterons nos observations sur les problèmes généraux auxquels l'Assemblée générale doit faire face à l'heure actuelle.

6. On sait que le problème du Cameroun a pendant de longues années été pour l'Assemblée générale un des pires casse-tête qui lui aient été donnés à résoudre. A maintes reprises la Quatrième Commission et, dans bien des cas, l'Assemblée générale se sont intéressées à l'histoire ou plutôt au triste sort du Cameroun, colonie allemande et ensuite Territoire sous tutelle administré par le Royaume-Uni et par la France.

7. Par la voie de pétitions envoyées par des particuliers, ou des délégations officielles ou non, les peuples du Cameroun remuaient ciel et terre pour attirer sans relâche l'attention des Nations Unies sur la nécessité de trouver une solution. Bien des nationalistes camerounais, dans les efforts intrépides qu'ils faisaient pour libérer leur pays de l'étreinte mortelle des griffes du colonialisme et de l'impérialisme, ont affronté des persécutions terribles, ont perdu leur fortune et la vie.

8. Ce sera pour nos historiens une tâche ardue que de reconstituer les annales des terribles tragédies, des convulsions politiques et changements étonnants qui ont finalement apporté la liberté et l'unité à un pays arbitrairement et cruellement morcelé. On a dit, en effet, que le Cameroun était probablement le territoire le plus démembré d'Afrique.

9. Le 1er janvier 1960, la partie du Territoire sous tutelle du Cameroun qui était sous administration française est parvenue à l'indépendance sous le nom de République du Cameroun. Elle est, plus tard, devenue Membre de ce forum ou club international dont font aussi partie les nations les plus petites et les plus neuves.

10. Après être parvenue à l'indépendance, la République du Cameroun, connue maintenant, dans la nouvelle République fédérale du Cameroun, sous le nom de Cameroun oriental, a lutté avec un courage obstiné pour obtenir l'indépendance du Cameroun méridional et du Cameroun septentrional et l'unification des trois parties du pays. Mes collègues ont encore en mémoire, je suppose, la tempête qu'a soulevée pendant les débats, aussi bien à la Quatrième Commission qu'à

l'Assemblée générale, la question des résultats du plébiscite organisé dans le Cameroun méridional et le Cameroun septentrional au début de cette année.

11. Bien que les résultats du plébiscite du Cameroun méridional aient été absolument décisifs, une foule de pétitionnaires du parti de l'opposition, qui étaient favorables à la fédération avec la Nigéria, ont engagé de vives polémiques, pleines d'acrimonie et de ressentiment. Les ridicules et incroyables déclarations de l'opposition, ainsi que certaines menaces d'émeute, ont suscité dans l'esprit des auditeurs la vive crainte de voir la confusion et la guerre civile régner dans le Cameroun méridional et compromettre l'unification en vue. Heureusement, l'Assemblée générale ayant approuvé sans ambiguïté les résultats du plébiscite [résolution 1608 (XV)], l'opposition a cédé, en promettant sa coopération, ce qui a beaucoup contribué à faciliter l'unification.

12. Nous sommes pleinement résolus à faire face avec optimisme à la complexité toute particulière des problèmes qui se posent à nous, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Nous sommes persuadés qu'à grâce à un labeur acharné, à la coopération et aux ressources naturelles, jusqu'à présent inexploitées, de notre terre bénie, nos efforts seront couronnés de succès. Ceux qui connaissent le Cameroun confirment qu'en plus de sa beauté naturelle et physique, qui est unique, le territoire tout entier a le plus grand potentiel de l'ensemble de l'Afrique occidentale.

13. Malheureusement, les rapports publiés sur le Cameroun à l'époque où le pays luttait pour secouer le joug du colonialisme tendaient à donner du Territoire une image défavorable. En fait, récemment encore, les journaux britanniques faisaient de la situation du Cameroun un tableau déformé et exagéré. Ma délégation tient à assurer l'Assemblée générale que l'unification et l'indépendance du Cameroun se sont réalisées dans une atmosphère pacifique. Avec le temps, nous pourrions résoudre un par un les problèmes qui résultent du mariage que l'unification a amené entre la culture française et la culture britannique.

14. A ce propos, que ceci nous soit l'occasion de nous adresser aux nations qui se complaisent à instruire les nationalistes ou les extrémistes des pays jeunes, dépendants et indépendants, dans l'art terrible de la guerre de partisans ou du terrorisme, et les adjurer de cesser. Certains de ces pays hébergent et assistent des rebelles ou réfugiés d'autres pays, dont ils forment des gouvernements fantoches en vue de renverser, par des actes de terrorisme, leur légitime gouvernement national. La paix ne peut pas régner dans le monde si l'on tolère et encourage des tactiques et des intrigues aussi perfides et subversives.

15. Je voudrais rappeler à la mémoire des représentants certains passages pertinents de la résolution 1608 (XV), adoptée par l'Assemblée générale à sa quinzième session, le 21 avril 1961:

"4. Décide que, les plébiscites ayant eu lieu séparément avec des résultats différents, l'Accord de tutelle du 13 décembre 1946 relatif au Cameroun sous administration du Royaume-Uni prendra fin, conformément à l'alinéa b de l'Article 76 de la Charte des Nations Unies et en accord avec l'Autorité administrante, dans les conditions suivantes:

"a) En ce qui concerne le Cameroun septentrional, le 1er juin 1961, au moment où le Cameroun

septentrional s'unira à la Fédération de Nigéria en tant que province séparée de la Région du Nord de la Nigéria;

"b) En ce qui concerne le Cameroun méridional, le 1er octobre 1961, au moment où le Cameroun méridional s'unira à la République du Cameroun.

"5. Invite l'Autorité administrante, le Gouvernement du Cameroun méridional et la République du Cameroun à entamer d'urgence des pourparlers afin de prendre, avant le 1er octobre 1961, les dispositions nécessaires pour que soient mises en œuvre les politiques concertées et déclarées des parties intéressées."

16. A la suite de cette résolution de l'Assemblée générale, l'ensemble du Cameroun s'est trouvé, contre son gré et à son grand regret, amputé d'une partie de son territoire, le Cameroun septentrional, lequel est devenu, le 1er juin 1961, une province de la Région du Nord de la Nigéria. Par la suite, la Nigéria a rebaptisé le Cameroun septentrional; elle l'a appelé province de Sardaigne. On peut changer un nom du jour au lendemain, mais non pas un peuple.

17. Je vais maintenant exposer brièvement la façon dont cette importante décision des Nations Unies s'est appliquée au Cameroun méridional. Pour commencer, l'Autorité administrante, le Gouvernement du Cameroun méridional et la République du Cameroun ont entamé d'urgence des pourparlers pour étudier par quel accord seraient mises en œuvre les politiques concertées et déclarées au moment du plébiscite. Nous demandons essentiellement une constitution fédérale pour un nouveau Cameroun unifié, constitution élaborée par le peuple et qui aurait son agrément. Les dirigeants des plus grands partis politiques, les chefs traditionnels, les conseillers des autorités locales et les parlementaires ont pris contact et ont tenu une série de réunions et conférences, pour discuter et élaborer la nouvelle constitution.

18. Finalement, nous avons réussi à mettre au point un projet de constitution fédérale; le parlement du Cameroun oriental et celui du Cameroun occidental l'ayant adopté, les deux Etats sont maintenant unis en une fédération qui s'est constituée le 1er octobre 1961 sous le nom de République fédérale du Cameroun. Nous sommes fiers de signaler que cette constitution, que nous avons élaborée nous-mêmes, est typique des problèmes particuliers qui se posent à nous et y est adaptée.

19. Qu'il me soit permis de donner lecture de certains passages de plusieurs articles de la Constitution, de façon que les représentants ici présents comprennent bien que l'unification que nous avons accomplie n'est pas un leurre, mais une réalité.

20. L'article premier dispose notamment:

"La République fédérale du Cameroun est formée, à compter du 1er octobre 1961, du territoire de la République du Cameroun, désormais appelé Cameroun oriental, et du territoire du Cameroun méridional anciennement sous tutelle britannique, désormais appelé Cameroun occidental.

"La République fédérale du Cameroun est démocratique, laïque et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens et elle affirme son attachement aux libertés fondamentales inscrites dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à la Charte des Nations Unies.

"Les langues officielles de la République fédérale du Cameroun sont le français et l'anglais. La devise est "Paix — Travail — Patrie". Le drapeau est vert, rouge et jaune à trois bandes verticales d'égales dimensions, frappé de deux étoiles d'or dans la bande verte..."

L'article 2 se lit, en partie, comme suit:

"La souveraineté nationale appartient au peuple camerounais, qui l'exerce soit par ses députés à l'Assemblée fédérale, soit par voie de référendum. Aucune fraction du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice. Le vote est égal et secret; y participent tous les citoyens âgés d'au moins 21 ans..."

L'article 8 énonce:

"Le Président de la République fédérale du Cameroun, chef de l'Etat fédéral et chef du Gouvernement fédéral, veille au respect de la Constitution fédérale, assure l'unité de la Fédération et la conduite des affaires de la République fédérale."

La teneur de l'article 9 est la suivante:

"Le Président de la République fédérale et le Vice-Président, qui ne peuvent être originaires d'un même Etat fédéré, sont élus sur une même liste, au suffrage universel direct et secret."

L'article 39 dispose notamment:

"Le Président de la République fédérale désigne dans chaque Etat fédéré le Premier Ministre, qui doit recevoir l'investiture de l'Assemblée législative de l'Etat fédéré, à la majorité simple..."

L'article 47 déclare, entre autres:

"Toute proposition de revision de la présente Constitution portant atteinte à l'unité et à l'intégrité de la Fédération est irrecevable..."

"Toute proposition de revision présentée par les députés doit être signée par un tiers au moins des membres composant l'Assemblée fédérale."

Ces quelques extraits démontrent amplement que l'union du Cameroun oriental et du Cameroun occidental n'est pas une union imaginaire, mais une réalité.

21. Maintenant unifiée et indépendante, la République fédérale du Cameroun en est au moment où les rideaux du théâtre s'ouvrent sur une scène nouvelle du drame national du progrès vers l'avenir. La scène précédente, que nous appellerons à juste titre la tristement fameuse domination coloniale, a cédé la place à une scène nouvelle, celle de l'indépendance.

22. La République fédérale du Cameroun n'est rattachée par aucun lien de dépendance ni à la Communauté française ni au Commonwealth britannique. Mon pays a choisi d'être une nation réellement libre, d'avoir la liberté de culte, de pensée, de parole et d'action, dans le cadre de la Charte des Nations Unies. Nous avons réussi à nous libérer du colonialisme et de l'impérialisme, sans conflit avec les Autorités administrantes ni amertume à leur égard. Nous continuerons à entretenir des relations amicales avec elles et avec toute autre nation, sur un pied d'égalité.

23. Ma délégation profite de cette occasion, opportune et historique, pour exprimer, au nom du gouvernement et du peuple tout entier de la République fédérale unie du Cameroun, ses sentiments très sincères de gratitude et d'admiration pour la grande et noble œuvre que les Nations Unies, dans leur ensemble, ont accomplie

pour faire accéder le Cameroun à son statut actuel. Les Nations Unies, grâce à leurs diverses tournées d'inspection — dont les membres, dans bien des cas, ont dû passer par de terribles épreuves et travailler dans des conditions physiques anormales —, ont pu prendre des mesures positives pour liquider le problème camerounais. On peut se faire une idée de l'ampleur de ce problème et de l'intérêt que l'Assemblée des Nations Unies lui a témoigné en considérant l'incroyable quantité de documents, rapports, etc., qui s'est accumulée à l'ONU à ce sujet.

24. Les mots me manquent en vérité pour exprimer, du haut de cette tribune, nos remerciements infinis à toutes les délégations et particulièrement à celles qui, à la Quatrième Commission de l'Assemblée, ont fait preuve de tant de dévouement et de sentiments humanitaires à l'égard des problèmes qui se posaient à nous. Quand on écrira un jour l'histoire du Cameroun, le nom de ces combattants de la liberté ne sera pas oublié. C'est avec satisfaction et joie que ma délégation songe à l'œuvre précieuse que les Nations Unies ont accomplie et continuent d'accomplir pour les peuples du Cameroun et d'autres pays, par l'entremise de leurs divers organes et particulièrement l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation mondiale de la santé. L'élimination de la variole et d'autres maladies, comme le pian, est un grand bienfait pour notre peuple.

25. Ma délégation veut encore marquer de façon particulière sa reconnaissance et son estime aux Autorités administrantes, le Royaume-Uni et la France, pour les efforts considérables et variés qu'elles ont faits pour assurer le développement social, économique et politique du Cameroun. Grâce aux rapports annuels, présentés régulièrement par les Autorités administrantes, les membres de l'Assemblée sont au courant des progrès réalisés par le peuple camerounais. Ma délégation n'a pas l'intention de comparer le degré de développement assuré par les Autorités administrantes, mais nous voudrions remercier particulièrement le Royaume-Uni pour la paix et la tranquillité, et les mesures de sécurité prises dans le Cameroun occidental, spécialement pendant la période de sa séparation d'avec la Nigéria.

26. On a beau jeu à critiquer indistinctement et blâmer sans réserve les puissances coloniales pour leurs crimes et méfaits multiples et notoires, mais ma délégation ferait preuve d'un véritable aveuglement, d'une véritable folie en méconnaissant la valeur de l'œuvre humanitaire dont la France et le Royaume-Uni ont fait bénéficier le monde entier depuis des temps immémoriaux. En fait, ces deux grandes puissances, malgré parfois des crimes et des échecs terribles, ont aidé beaucoup de pays à évoluer rapidement vers l'indépendance, la paix et la prospérité. On en peut trouver un témoignage évident dans les solides liens d'amitié qui persistent entre ces puissances et leurs anciennes colonies, et entre elles et d'autres pays, ainsi que dans les millions et les millions de livres que ces puissances continuent à dépenser en dons et prêts à ces Etats indépendants.

27. Sans la liberté économique, l'émancipation politique, nous en sommes profondément convaincus, n'est qu'un rêve creux, qui risque en définitive de mener un peuple à la misère et à révolution. C'est en raison de ces considérations qu'il appartient aux Nations Unies de redoubler d'efforts pour aider les nations nouvellement indépendantes, par l'entremise

de leurs divers organes, à réaliser cette indépendance pour y trouver la paix et la prospérité. Ces jeunes nations sont comme des nourrissons qui ont besoin de toute l'aide possible pour traverser sans danger la période du sevrage et de la dentition.

28. Ma délégation sollicite votre indulgence pour exprimer ici la gratitude du peuple du Cameroun envers les Allemands qui, les premiers, nous ont modelés en une entité politique et nationale. C'est un fait que tous les Etats africains, indépendants et dépendants, ont été modelés, il y a bien des années, par les puissances coloniales. Ainsi, sans les Allemands, le Cameroun aurait peut-être une tout autre forme sur la carte ou n'existerait pas sous son nom actuel. En effet, sans le bon travail accompli par les Allemands au Cameroun, mises à part leur brutalité et la terreur qu'ils exerçaient, les Autorités administrantes n'auraient peut-être pas trouvé aussi facile d'administrer le territoire dès le début.

29. Les Allemands avaient construit des lignes de chemins de fer, des routes, des écoles, des ports, des bureaux de poste, des centres administratifs et des sièges territoriaux. A Buea, par exemple, dans le Cameroun occidental, le chef de l'Etat et tous les ministres habitent aujourd'hui encore des maisons construites par les Allemands. Que les Allemands aient fait tout cela pour exploiter le Cameroun ou non, il n'en reste pas moins que ces améliorations appartiennent maintenant à un Cameroun uni et indépendant.

30. Après avoir remercié les Autorités administrantes, ma délégation tient à dire sa reconnaissance à la Nigéria, en raison surtout de ses rapports anciens avec le Cameroun occidental. Malgré la séparation, politique et nationale, les rapports entre le Cameroun et la Nigéria se normalisent de jour en jour. La Nigéria, ayant reçu en partage une bonne part de notre territoire, a fait preuve de beaucoup de bonne volonté pour faciliter la solution des problèmes complexes que posait l'unification.

31. Nous sommes sensibles à la permission que le Cameroun occidental a reçue d'utiliser la monnaie nigérienne, ainsi qu'aux mesures prises en vue du rapatriement des soldats et policiers camerounais, sans frais, de la Nigéria au Cameroun, aussi bien qu'aux services administratifs mis à notre disposition quand nous n'avions pas encore le personnel voulu. La République fédérale du Cameroun espère sincèrement que ces bonnes et solides relations persisteront indéfiniment pour le plus grand bien de tous.

32. Ma délégation est convaincue, je le dis à cette occasion, que l'heure est venue pour tous les Etats d'Afrique de mettre leurs ressources en commun et de hâter l'application d'un vigoureux programme économique pour l'ensemble du continent africain. Un tel programme renverserait les barrières artificielles dressées par les puissances coloniales, barrières qui nous ont empêchés pendant si longtemps de tirer pleinement parti de nos riches ressources naturelles.

33. Qu'un Etat possède une culture ou un passé français ou britannique ne doit pas être une barrière insurmontable à l'application d'un vigoureux programme de développement économique pour le continent africain tout entier. Il faut agir dans ce sens et agir vite; autrement, nos peuples continueront pendant de longues années à gémir sous le joug de l'esclavage et de l'exploitation économiques. Pour-

quoi ne pas créer un Commonwealth des Etats d'Afrique et un Marché commun africain? Nous ne pouvons pas remplacer l'ancienne domination politique de l'étranger par sa mainmise économique. Les liens avec les puissances coloniales ne font que limiter l'expansion du commerce et des placements de fonds des jeunes nations nouvelles.

34. Tant que les différents Etats africains, les cités, les villes, etc., ne seront pas reliés par des communications et transports faciles, le progrès, sous ses divers aspects, ne pourra être que très lent. Que ceux qui sont capables d'aller dans la lune ou dans l'espace y aillent. Nous les en félicitons, pourvu qu'ils n'aient pas l'intention d'employer leurs découvertes à détruire la terre.

35. Quant aux dirigeants africains, leur premier devoir envers les masses africaines est de leur permettre de jouir de la vie, pleinement et abondamment, en Afrique d'abord et dans le monde en général.

36. Permettez-moi de vous dire ici que c'est avec des sentiments mêlés que ma délégation expose aujourd'hui ses idées devant l'Assemblée générale. Sentiments mêlés parce que, tout en se réjouissant de l'unification et de l'indépendance de son pays, ma délégation n'est pas insensible à la tension qui règne dans le monde, que nous redoutons tous au plus haut point et que nous devons inévitablement nous efforcer coûte que coûte de relâcher au cours de cette session unique et historique.

37. On a attribué la tension mondiale à des causes diverses, importantes ou secondaires, lointaines ou immédiates, rationnelles ou affectives, idéologiques ou matérialistes, mais qui toutes subissent l'influence de la déplorable instabilité sociale et économique qui règne aujourd'hui dans le monde.

38. Ma délégation a écouté avec un grand et profond intérêt les discours opportuns, éloquents et compétents qui ont été prononcés à la présente session pendant la discussion générale. Ma délégation manquerait à son devoir si elle restait muette sur l'état précaire de la paix du monde. Il importe de noter que, tout au long du débat, les orateurs ont souligné comme il convient la très grave situation dans laquelle le monde se trouve actuellement. L'importance de l'Organisation des Nations Unies, la plus grande organisation du monde, le seul espoir qu'ait l'humanité d'être assurée de survivre et de maintenir la paix, les orateurs qui m'ont précédé l'ont également soulignée à maintes reprises. Ma délégation n'a pas l'intention de s'étendre sur ces points; les faits évoqués sont si manifestes et d'une importance si essentielle qu'en leur absence l'Organisation n'existerait pas.

39. Ce serait être incroyablement léger que de sous-estimer la grave situation qui menace actuellement la paix mondiale. Il ne peut pas y avoir de problème sans solution possible ou acceptable, si on l'aborde avec bonne volonté, dans un esprit de coopération et de tolérance, et surtout si l'on interprète et applique la Charte des Nations Unies en cherchant, selon le principe admis, non pas à savoir qui a raison, mais où est la justice. Combien ma délégation souhaiterait que nous soyons tous disciples du Réarmement moral!

40. Tant que l'humanité durera, la paix courra toujours de grands dangers. Et c'est bien la conscience de cette cruelle vérité qui a fait créer notre organisation, pour que les nations aient loisir d'y exprimer leurs sentiments et, en discutant et négociant, d'y trouver la solution des problèmes internationaux ou humains les plus compliqués ou les plus rebutants.

41. On ne peut que se demander quel aurait été le sort de l'humanité sans l'Organisation des Nations Unies. Pour apprécier sa grande œuvre et son utilité, il suffit de réfléchir ou de jeter un coup d'œil sur le monde et de constater les résultats et les effets des résolutions et des décisions prises par les Nations Unies depuis la création de l'Organisation. Il est superflu d'importuner l'Assemblée par l'énumération de ces faits évidents.

42. J'ai déjà essayé, au nom de ma délégation, de définir les causes essentielles de la présente tension, qui menace la paix du monde. Ma délégation est d'avis qu'en dépit de tout ce que les Nations Unies ont constamment fait de remarquable pour favoriser la paix du monde, éliminer les maladies mortelles et les épidémies, combattre la famine, etc., l'élan de bonne volonté qui avait fait naître cette indispensable organisation mondiale est en train de s'affaiblir. Ma délégation est persuadée que tous les représentants comprennent bien pourquoi il en est ainsi et pourquoi l'incertitude assombrit l'avenir.

43. N'est-il pas vrai que les grandes puissances ont jugé bon de jouer un jeu de cache-cache politique pour des raisons d'orgueil et par instinct de conservation, au lieu de pourvoir au bien de toutes les nations, grandes et petites, sans distinction de religion, de race ou de convictions?

44. N'est-il pas vrai que ces nations s'en remettent de plus en plus — et maintenant plus que jamais — à la politique de puissance plutôt qu'à cette idée — qui a fait ses preuves — que rien en somme ne vaut l'ordre et la légalité comme éléments de stabilité quand on veut maintenir la paix et la prospérité de l'humanité entière?

45. N'est-il pas vrai que ces géants politiques désintègrent imperceptiblement et graduellement les petits Etats, récemment parvenus à l'indépendance, et les attirent dans leurs camps ou blocs, pour se servir d'eux comme de barbelés en cas d'attaque de leurs adversaires?

46. Ne s'agit-il pas d'une lutte entre l'Est communiste et l'Ouest démocratique? N'est-il pas vrai que l'on se sert égoïstement de l'ONU comme d'un forum de propagande et d'opportunisme politique?

47. Je pourrais multiplier à l'infini ces questions, simples mais pertinentes. Celles que je viens de poser demandent une réponse par oui ou par non; mais que nous répondions oui ou non n'améliorera en rien notre situation présente, précaire et décourageante.

48. Ma délégation est fermement persuadée que le moment d'impasse politique que nous vivons est un moment propice: celui où l'Assemblée, sachant que pour chacun de nous le premier devoir, le devoir sacré est de maintenir la paix du monde, pourra trouver, dans la coopération de toutes les nations, une solution acceptable, fondée sur un compromis, aux problèmes mondiaux auxquels nous devons faire face.

49. Le grand problème ici n'est pas seulement d'arriver à nous entendre sur des solutions possibles, mais de nous efforcer d'être fidèles à la politique circonscrite ou étanche de nos divers pays ou blocs, tout en nous employant à résoudre de complexes questions internationales qui réclament de la tolérance, des négociations pacifiques, une politique de concessions et le respect des droits et de la dignité de l'homme.

50. Il est parfois dangereux, d'après nous, de dissocier la théorie de la pratique; aucun grand changement décidé par les Nations Unies ne devrait donc ne reposer que sur des majorités techniques.

51. Avant de les appliquer, il faut soigneusement peser et évaluer les diverses méthodes et mesures envisagées pour résoudre les problèmes humains. Malheureusement, certaines nations voudraient tout s'approprier, et par tous les moyens, et ne se priveraient pas d'une miette de leurs biens par bonté ou humanité. Voilà, selon ma délégation, le nœud de la question.

52. Qu'il me soit permis de citer quelques exemples pratiques. En se fondant sur la disposition de la Charte qui veut que l'on respecte les vœux des peuples et leur droit de disposer d'eux-mêmes, on a parfois démembré certains pays qui formaient une unité politique, ou vice versa. La décision prise par les Nations Unies au sujet de mon propre pays, et sur laquelle je me suis étendu il y a quelques instants, en est l'exemple le plus récent. Je suis sûr que, si le Cameroun avait voulu créer un nouveau Congo en insistant sur l'union avec le Cameroun septentrional, lequel est maintenant, malheureusement ou heureusement, une province de la Région du Nord de la Nigéria, la chose aurait été bien facile. Il se serait, sans aucun doute, trouvé des nations qui, pour une raison ou une autre, nous auraient aidés, en nous fournissant des armes de façon directe ou indirecte, à régler le problème du Cameroun septentrional. Mais le bon sens nous a appris à respecter les décisions des Nations Unies. De plus, tout recours à la force aurait transformé notre pays pacifique en un champ de bataille, ce qui aurait forcément entraîné de graves répercussions. Le problème du Togo a reçu une solution analogue.

53. On aurait pu penser que la façon la plus simple de résoudre le problème de Berlin était de laisser le peuple allemand décider librement, dans un sens ou dans l'autre, s'il était en faveur de l'unification. Ma délégation considère cette solution comme la seule possible. Si les grandes puissances craignent, dans une Allemagne de nouveau unie, un retour à la doctrine du "Herrenvolk" et du "Deutschland, Deutschland über alles", laissez-les dire.

54. L'homme s'est avancé jusqu'au point où il en est grâce à des plans soigneusement conçus, à des expériences et à des découvertes. Nous appuierons tous les essais ou toutes les expériences destinés à permettre à l'humanité de jouir de la vie plus pleinement et en paix. Nous réprouvons vigoureusement tous les essais, nucléaires ou autres, qui entraînent des désastres et des calamités mortelles non seulement pour ceux qui s'y livrent, mais pour la race humaine tout entière.

55. Ma délégation adjure les grandes puissances, l'Union soviétique, le Royaume-Uni, les Etats-Unis d'Amérique et la France, de faire catégoriquement connaître leur attitude à l'égard des essais d'armes nucléaires. Cette question demande une réponse franche et précise. Nous espérons également que les grands savants du monde travaillent sans relâche pour trouver les moyens de neutraliser les retombées radio-actives et de les rendre inoffensives pour les êtres humains.

56. Dans un moment comme celui-ci, où les sentiments sont vraiment exacerbés, se livrer sans scrupule les uns contre les autres à des attaques sauvages

et provocatrices ne peut que beaucoup aggraver la situation. On a condamné, en termes vigoureux et à maintes reprises, le colonialisme et l'impérialisme.

57. Les puissances ou les blocs de l'Est ou de l'Ouest se sont tous attaqués, blâmés et défendus ici en des termes qui n'avaient rien de délicat. Quoi qu'on dise, le colonialisme et l'impérialisme ne sont plus maintenant ce qu'ils étaient il y a quelques dizaines d'années. La tâche ardue qui nous est dévolue est de découvrir et signaler les régions où ils existent encore et de mettre en œuvre tous les moyens et toutes les forces que nous pourrions mobiliser pour délivrer de ce fléau la collectivité mondiale. C'est ainsi que ma délégation appuierait avec fermeté toutes les mesures de blâme, même les plus sévères, prises à l'égard du Portugal, de la Belgique et du Gouvernement sud-africain pour stigmatiser leur politique en Angola, au Mozambique et en Afrique du Sud.

58. Avec le temps et les générations qui passent, les relations humaines et les conceptions ont changé et continuent à changer rapidement. Il est hors de doute, je l'ai déjà dit, que, dans bien des cas, on note beaucoup de bonne volonté et des liens très forts entre beaucoup d'Etats devenus indépendants et les puissances coloniales qui les dominaient et les exploitaient avec cruauté. Oublions le passé. Les blessures et les plaies douloureuses, surtout dans les parties vulnérables du corps, doivent pouvoir se cicatriser sans qu'on les ravive trop souvent.

59. Pour sauvegarder la paix du monde, et puisqu'il ne sert à rien de déterrer les crimes et méfaits du colonialisme et de l'impérialisme, commis par nos aïeux ou par des Etats, il y a des années ou des siècles, nous adjurons l'Assemblée de fonder toutes ses observations ou tous ses jugements selon la logique et non selon le sentiment, sur notre attitude actuelle ou l'attitude de tel ou tel Etat à l'égard des crimes ou méfaits du même genre qui se commettent en notre siècle.

60. Ma délégation se réserve le droit d'exprimer, au moment approprié et si elle le juge nécessaire, son avis sur toutes les autres questions évoquées, au cours de la discussion générale, au sujet des pays qui luttent à l'heure actuelle et dont les populations succombent sous le joug du colonialisme et de l'impérialisme.

61. Espérant que, avant la fin de la seizième session de l'Assemblée générale, les sombres nuages qui menacent la paix du monde et l'humanité se seront dissipés, nous concluons en citant ces vers:

*Pour chacun, homme ou nation,
L'heure vient un jour de choisir,
Quand vrai ou faux livre bataille,
Le camp soit du bien, soit du mal.*

Voici venu pour nous le moment de choisir.

62. M. ELIZALDE (Philippines) [traduit de l'anglais]: En cette première occasion qui nous est donnée de prendre la parole devant l'Assemblée générale, je voudrais, Monsieur le Président, au nom de la délégation philippine, vous adresser nos plus sincères félicitations pour votre élection à la présidence de la seizième session. Nous sommes particulièrement heureux de voir, pour la première fois, élire à la présidence des débats de l'Assemblée une personnalité du continent africain. Nous sommes persuadés que, guidée par votre sagesse et votre expérience, votre tact et vos qualités diplomatiques bien connues,

notre session ne manquera pas d'être fructueuse et constructive.

63. Nous félicitons également le représentant de l'Irlande, M. Boland, président de la quinzième session, de la façon exceptionnelle dont il a présidé nos réunions de cette session.

64. Une nouvelle nation souveraine est récemment née. C'est toujours une profonde satisfaction pour les Philippines de pouvoir participer à l'admission de nouveaux Membres. Nous souhaitons la bienvenue au Sierra Leone. Sa présence ici est un nouveau témoignage de l'extension des frontières de l'indépendance et de la liberté. La délégation philippine espère que d'autres pays, dont l'Algérie, occuperont sous peu la place qui leur revient dans cette enceinte.

65. Nous commençons nos travaux sous le coup d'un événement tragique, la mort, en Afrique, de notre éminent secrétaire général, Dag Hammarskjöld. Il est mort en remplissant son devoir et au service de la paix.

66. M. Hammarskjöld était un homme aux qualités exceptionnelles; il est difficile de trouver son semblable pour faire face aux difficultés actuelles. Voilà pourquoi sa mort pose un problème qui met en jeu l'existence même de l'Organisation. Ce n'était pas seulement un diplomate et un économiste éminent, mais aussi un administrateur exemplaire.

67. Les fonctions du Secrétaire général ne sont pas seulement d'exécuter les instructions de l'Assemblée générale, mais aussi d'administrer de façon efficace, complète et méthodique tout l'appareil de l'ONU et son personnel. Une disposition formelle de la Charte des Nations Unies indique bien que le Secrétaire général est le chef de l'administration de l'ONU. La Charte dispose également que, dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Secrétaire général et le personnel:

"ne solliciteront ni n'accepteront d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation."

La Charte dit encore du Secrétaire général et de son personnel:

"Ils s'abstiendront de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et ne sont responsables qu'envers l'Organisation."

68. En corollaire de ce qui précède et pour assurer l'indépendance et l'intégrité du Secrétariat, la Charte dit ensuite:

"Chaque Membre de l'Organisation s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Secrétaire général et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche."

69. Les Membres des Nations Unies seront unanimes, je pense, à reconnaître que M. Hammarskjöld s'acquittait de toutes les fonctions de Secrétaire général avec une compétence et un succès exceptionnels, et qu'il a beaucoup aidé aux bons rapports de l'Organisation avec les institutions spécialisées et les institutions financières qui y sont rattachées. Nous devons malheureusement faire face maintenant à une situation inattendue, donc à des réalités nouvelles. Notre éminent secrétaire général n'est plus là; il est du devoir de tous les Membres des Nations Unies d'assurer la continuité de ses fonctions, ainsi que de son autorité et de ses devoirs, tels que les prévoit la

Charte. Notre délégation est d'avis que nous ferions bien, dans cette nouvelle tâche, de maintenir le régime qui a fonctionné depuis la fondation de l'ONU et qui s'est montré aussi efficace que pratique. Bien entendu, nous nous opposons à toute division ou à tout affaiblissement des pouvoirs du Secrétaire général, car cela diminuerait la valeur de la fonction et désorganiserait l'administration. Nous sommes partisans, totalement et sans réserve, du maintien du pouvoir exécutif en une seule personne, responsable uniquement envers l'ensemble de l'Organisation. Nous sommes fermement persuadés que le Secrétariat doit rester en dehors des conflits de puissance et des luttes politiques. Nous considérons que le choix d'un successeur à M. Hammarskjöld est d'une extrême urgence et qu'il faut y procéder au plus tôt. Une décision immédiate aurait comme résultat le fonctionnement continu, sans heurt, de l'Assemblée générale, de ses commissions et de l'ensemble de l'Organisation. Cela empêcherait aussi, de façon efficace, la désintégration de l'ONU par manque d'un chef, manque de direction et de contrôle administratif.

70. Il est donc très important, et même essentiel, vu ce qui précède, que la personne qui assumera cette charge soit en même temps un homme d'expérience et de poids dans le domaine politique et diplomatique, et un administrateur éprouvé.

71. Des pays comme le notre portent à la solution immédiate de ce problème un intérêt d'autant plus grand que la fonction de Secrétaire général a été un des moyens de concilier les actes et les désaccords des nations, petites et grandes, pour atteindre les buts et les desseins des Nations Unies. Nous sommes très préoccupés, de ce fait, par les divergences d'opinions qui retardent le choix du Secrétaire général.

72. La délégation philippine serait prête, pour assurer à l'ONU une administration efficace, compréhensive et impartiale, à appuyer toute proposition qui tiendrait compte des dispositions de la Charte; nous espérons que, quelques mesures que l'on prenne pour pourvoir à ce poste vacant, le personnel du Secrétariat et les Membres des Nations Unies reconnaîtront la pleine autorité du titulaire pour prendre telles décisions qu'impliquent ses fonctions de chef de l'administration de notre organisation mondiale.

73. Nous admettons qu'il faut étudier les changements à apporter à certains secteurs du Secrétariat pour les adapter au nombre croissant des Membres des Nations Unies et à l'expansion du travail et des fonctions du Secrétariat. Mais nous devons repousser toute formule qui, ne serait-ce que très indirectement, conduirait à l'ingérence d'un pays ou d'un groupe de pays dans les fonctions du Secrétaire général ou du personnel du Secrétariat.

74. Il est devenu évident pour chacun de nous que l'augmentation du nombre des Membres des Nations Unies exige la révision de la composition actuelle du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social. Tandis que, depuis les 15 dernières années, le nombre total des Membres des Nations Unies a doublé, cet accroissement ne s'est pas reflété dans ces conseils. La délégation philippine est d'avis que les nouveaux Etats, qui constituent maintenant une forte proportion du nombre total des Membres, ainsi que les Membres anciens qui n'ont pas encore eu l'occasion de se rendre utiles, devraient se voir attribuer une voix dans ces importants conseils. Une augmentation du nombre des membres du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social donnerait

sans aucun doute à ces organismes un esprit plus réaliste et les rendrait plus conscients de leurs responsabilités dans l'accomplissement efficace de leurs importantes fonctions.

75. Ces dernières semaines, certaines grandes puissances ont pris la décision de reprendre les essais nucléaires. Cette reprise a provoqué une grande inquiétude, sinon de l'angoisse, dans le monde entier. Certaines délégations, au cours de leurs déclarations devant l'Assemblée, l'ont informée de l'alarmante augmentation de l'intensité des retombées radio-actives enregistrées dans leur pays à la suite de la reprise des essais dans l'atmosphère. Il est notoire que de telles retombées radio-actives mettent en danger la santé et la vie même des êtres humains et que l'on n'a jusqu'ici découvert aucune protection efficace. Les radiations constituent, tout le monde le reconnaît, un risque pour la vie humaine; chacun de nous a le devoir de comprendre que les conséquences périlleuses des essais nucléaires pourraient devenir un fléau pour l'humanité. Nous nous joignons par conséquent aux délégations qui ont déjà pris la parole pour adjurer les puissances intéressées, aussi bien celles qui procèdent déjà aux essais dans l'atmosphère, dans l'espace cosmique ou ailleurs, que celles qui les préparent, de s'imposer, volontairement et dans l'intérêt du monde entier, un moratoire pour tous les essais, quels qu'ils soient.

76. Il est à souhaiter que les vœux exprimés ici dans ce sens à l'écrasante majorité des Membres contribuent à créer la conscience de l'impérieuse nécessité de faire cesser immédiatement tous les essais.

77. En parlant du désarmement, nous pensons au principe qui, dans la Constitution philippine, met la guerre hors la loi en tant qu'instrument de la politique nationale. Avant de poursuivre, nous sommes heureux d'approuver la déclaration dans laquelle le président Kennedy a exposé devant l'Assemblée son vaste programme de désarmement mondial [1013ème séance]. Le tableau qu'il nous a fait aussi des maux qui affligent le monde doit appeler notre attention sur l'immensité et l'urgence de la tâche que représente l'édification de la paix.

78. Dans diverses régions du monde, il y a aujourd'hui des foyers de discorde, et l'Asie sud-orientale, qui comprend mon pays, les Philippines, n'est pas une exception. Ici, comme en d'autres régions du monde, les grandes nations sont les acteurs principaux, mais les petits pays qui se trouvent dans ces zones troublées courent le danger constant d'être engloutis d'un moment à l'autre. Nous voyons aujourd'hui l'incertitude régner dans la situation politique et militaire de divers pays d'Asie sud-orientale. Les dangers de guerre deviennent apparents et les soulèvements nationaux se multiplient dans des proportions alarmantes. Une telle situation contraint les pays de cette région à consacrer une partie substantielle de leurs ressources à leur défense extérieure comme à leur défense intérieure contre l'infiltration et la subversion. Des ressources se perdent ainsi à des dépenses militaires qui pourraient sans cela servir à assurer un progrès économique et social bien nécessaire; l'ensemble de la population ne retire de ces dépenses aucun avantage tangible.

79. Certaines délégations ont exprimé à ce sujet l'avis que les essais nucléaires, tels qu'ils se font actuellement, sont à mettre en rapports étroits avec la course aux armements. On a dit aussi que ces

essais sont peut-être même à considérer comme le prélude de la production d'armes et d'engins plus destructeurs encore et plus mortels que ceux qu'il y a déjà.

80. Nous estimons que, tant que les grandes puissances ne consentiront pas à désarmer, bien des millions se gaspilleront, non seulement du fait des dépenses illimitées de ces grandes puissances, mais aussi du fait des efforts — bien inutiles — des petites nations. Des considérations de ce genre ont poussé certains pays, dont le mien, à conclure, pour se protéger, des accords de défense avec des puissances amies qui disposent de plus de moyens. En attendant l'avènement du climat de paix auquel le monde aspire depuis si longtemps, les Philippines ont jugé bon d'autoriser une puissance amie à établir des bases chez elles, comme moyen de dissuasion et comme protection contre les attaques par surprise. Il faut que l'on sache bien, d'ailleurs, que nous n'avons consenti à l'installation de ces bases que pour notre défense et à la suite de négociations libres et volontaires, menées dans le respect total des pouvoirs souverains des parties intéressées.

81. On a dit ici: "Il faut abolir les armes de guerre avant qu'elles ne nous abolissent." C'est dans cet esprit que nous nous joignons aux autres délégations pour supplier que l'on refasse des efforts sincères en vue d'un désarmement général et complet sous contrôle international. Nous souscrivons aux principes généraux établis de concert par les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique. Nous espérons que ces principes généraux auront une application effective.

82. Nous appuierons toute proposition qui tendra à empêcher et à interdire que les armes nucléaires ne passent d'un pays dans un autre et ne s'y répandent. Pour faire avancer d'une nouvelle étape le processus d'industrialisation, nous aimerions naturellement voir l'énergie nucléaire servir à des fins utiles et constructives. Nous aimerions voir l'humanité plus proche de l'ère des atomes pour la paix.

83. Comme la plupart des nations petites et nouvelles, les Philippines tendent tous leurs efforts vers un vaste développement de leurs ressources. Grâce à la coopération internationale et à l'association des capitaux nationaux aux capitaux étrangers, notre rendement industriel a sensiblement augmenté dans les 10 dernières années. Il m'est agréable de constater ici que la tendance actuelle des Philippines à l'industrialisation ainsi qu'au développement économique et social est due en grande partie à la sagesse, à la pénétration et aux qualités dynamiques du "nationalisme économique" de S. E. Carlos P. García, président des Philippines. Toutefois, comme d'autres pays non encore pleinement développés économiquement, nous continuons à dépendre principalement, pour alimenter notre revenu national et assurer l'influx de devises étrangères, des exportations de matières premières. Nous ne nous sommes donc pas assez écartés de notre ancienne situation de dépendance, et nous continuons comme par le passé à être soumis aux exigences, aux restrictions et aux fluctuations désordonnées des marchés influencés par les pays industriels plus riches. Dans ces circonstances, dépendre beaucoup des exportations de matière première a ralenti le progrès social et économique dans beaucoup de régions du monde, et aux Philippines en particulier. La situation économique contraint à vivre pauvrement le peuple des pays producteurs de matières premières. Il en résulte que, dans ces pays, les salaires et le

revenu par habitant n'ont aucune commune mesure avec les hauts revenus individuels qui prédominent dans les pays hautement industriels. Il est vrai qu'au cours des 10 dernières années l'ONU et les institutions spécialisées, ainsi que les établissements de financement et de prêt rattachés aux Nations Unies, ont augmenté l'aide qu'elles apportent aux régions peu développées pour leur développement industriel et économique. Il est à déplorer toutefois que la situation de ces pays n'ait pas changé autant qu'on aurait pu le souhaiter, car l'écart entre les pays industriels et les autres non seulement n'a pas diminué, mais, d'une façon générale, a grandi.

84. On entend souvent exprimer l'idée que l'industrialisation est le meilleur moyen d'accélérer le développement économique des pays sous-développés ou peu développés. Mais il faut bien voir aussi que tout plan de développement industriel entraîne, dans ses débuts, de sérieux problèmes financiers, bien que l'on puisse s'attendre qu'ils perdront de leur acuité avec le temps. De même, le système qui consiste à remplacer les importations par l'industrialisation et la production de biens équivalents est excellent en lui-même, mais il entraîne des problèmes de financement d'une nature particulière. De sorte qu'invariablement les pays qui doivent faire face à ces problèmes et à d'autres, similaires, se voient contraints de recourir à l'emprunt, dont le lourd amortissement et les hauts intérêts affaiblissent, pour un temps au moins, leur structure économique. Nous estimons que les facilités de prêt mis actuellement à la disposition des Membres de l'Organisation des Nations Unies ne satisfont guère aux exigences et aux revendications des nations petites et nouvelles.

85. Nous croyons tous à la nécessité d'augmenter les échanges de produits, de biens et de services entre toutes les nations. Mais nous devons bien comprendre que, si la situation générale du monde ne s'améliore pas, si les communications ne sont pas libres, si les barrières ne tombent pas, ces objectifs ne seront vraisemblablement pas atteints dans un avenir prévisible. Au cours des dernières années, nous avons vu apparaître et s'édifier des blocs et des groupements économiques régionaux; mais, tant que nous ne les verrons pas travailler en harmonie les uns avec les autres, l'expansion du commerce ne sera qu'un mythe, et les échanges commerciaux devront par conséquent continuer à la cadence restreinte qui est actuellement la leur.

86. Je voudrais exprimer ma reconnaissance aux représentants de la Malaisie et de la Thaïlande pour avoir évoqué ici les efforts déployés conjointement par ces deux pays et le mien pour créer l'Association de l'Asie sud-orientale. Le but essentiel de cette association est de favoriser entre ses membres une coopération économique, sociale et scientifique plus étroite, qui leur permettrait de mieux comprendre leurs problèmes mutuels. C'est notre ministre des affaires étrangères, M. Serrano, qui s'occupe personnellement de la participation des Philippines à cette association. Nous espérons que cette entreprise connaîtra un grand succès.

87. On connaît l'attitude des Philippines à l'égard du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes. Les Philippines ont eu la chance d'arriver à l'indépendance par un processus pacifique; leur passage à la souveraineté s'est effectué avec ordre et méthode, par la voie de négociations internationales normales.

88. L'histoire de nos actes à l'ONU témoigne que nous nous sommes très souvent joints à d'autres nations dans des propositions qui tendaient à éliminer au plus tôt toutes traces de colonialisme. Nous nous opposons, bien entendu, au maintien, où que ce soit et sous quelque forme que ce soit, du colonialisme et du néo-colonialisme. Nous croyons fermement que les peuples de chaque continent ont le droit de vivre libres et sans ingérence ou pression extérieure et d'user de leur droit d'autodétermination pour choisir leur statut politique. Il est bon de rappeler ici la Charte, qui enjoint à tous les hommes, quelle que soit leur race, leur religion, leur croyance et leur couleur, d'avoir entre eux des rapports amicaux, et les oblige "à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage".

89. La Charte enjoint également à tous les peuples du monde de "créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international". En examinant sous cet angle la question de Berlin, les Philippines ne peuvent que réaffirmer leur conviction qu'il faut respecter, conformément à la tradition, les traités et les engagements internationaux. Nous exprimons l'espoir que les parties intéressées finiront par trouver la voie des négociations pacifiques qui leur permettront de régler ce différend.

90. Respectueuse des dispositions de la Charte, la délégation philippine est contrainte, dans les circonstances présentes, de continuer à s'opposer à l'admission, comme Membre de l'Organisation des Nations Unies, de la Chine communiste, qui a bafoué la cause de la paix, a défié et combattu la volonté collective des Nations Unies et, par des agressions, des infiltrations et des subversions, a porté atteinte à la paix et à l'intégrité territoriale de ses voisins et d'un grand nombre d'autres pays.

91. Nous espérons, Monsieur le Président, que, sous votre sage et compétente direction, nous avancerons ensemble vers l'harmonie et la paix.

92. Le PRESIDENT: Je donne la parole au représentant de l'Arabie Saoudite pour l'exercice de son droit de réponse.

93. M. SHUKAIRY (Arabie Saoudite) [traduit de l'anglais]: J'ai un aveu à vous faire. Ce n'est pas ma faute si je prends la parole si tard pour répondre à Israël et à la dame d'Israël. Mais, à la différence d'Israël, enfoncé comme un coin dans le Proche-Orient, je ne voulais pas m'insérer de force dans la liste des orateurs, et chasser une délégation de sa place comme Israël a chassé un peuple entier de sa patrie. J'ai préféré attendre autant qu'il le faudrait, car il n'est jamais trop tard pour réfuter un travesti de la vérité, surtout quand il vient d'Israël.

94. La dame d'Israël a jugé bon de soulever la question de la minorité arabe d'Israël. A cette question, c'est probablement à nous de donner la réponse. Avec une détermination toute nazie, la dame a défié les Arabes de prendre Israël en faute sur ce point. Quel étonnant défi! Défi en vérité à la décence humaine, et, permettez-moi de le dire, défi à l'intelligence de votre auguste assemblée. Nous rejetons tout simplement ce défi, comme dépourvu de base et de fondement.

95. Sous le régime d'Israël, la vie de la minorité arabe est une caricature des Nations Unies, une insulte à l'humanité et une dérision de la dignité humaine. Devenus minorité après avoir été la majorité, les

Arabes d'Israël sont un exemple classique de la plus effroyable persécution. En vertu de la législation israélienne, la minorité arabe vit dans des zones de sécurité qui rappellent les zones de sécurité définies par les autorités coloniales en Asie et en Afrique. Dans la seule Galilée, comme l'a admis Haaretz, le journal israélien, les collectivités juives n'ont pas dépouillé de leurs terres moins de 24 villages. Et, toujours au titre des lois d'Israël, les autorités israéliennes avaient, jusqu'en 1957, confisqué 16 000 hectares de terre qui appartiennent à des Arabes. Déplorant cette spoliation, Moshé Kéren, écrivain juif bien connu, a écrit:

"Les futurs étudiants en ethnologie se demanderont comment il a été possible que le peuple juif, lui-même victime de vols et d'expropriations sans précédent, ait été capable d'agir ainsi envers une minorité sans défense."

La dame a bien entendu? Qu'elle ne parle donc plus de la minorité arabe.

96. Dans son livre: Israël et les Arabes de Palestine, Don Peretz résume en ces termes tragiques la situation de la minorité arabe:

"Les Arabes vivaient sous un régime de restrictions juridiques. L'Autorité militaire réglait leurs déplacements à l'intérieur des zones de sécurité, leurs entrées et leurs sorties. L'Etat pouvait bannir les résidents et confisquer leurs biens; il pouvait transporter des villages entiers d'une région à l'autre."

La dame d'Israël a bien entendu cela aussi? Qu'elle ne parle plus de la minorité arabe.

97. D'ailleurs, les Nations Unies ont eu connaissance de ce désastreux état de choses. En janvier 1956, Me Elias Kousa, secrétaire du Bloc arabe d'Israël, a télégraphié à M. Hammarskjöld, secrétaire général, cet appel désespéré:

"Au nom de l'humanité et de la justice, nous vous supplions d'intervenir auprès du Gouvernement israélien pour faire cesser l'oppression et l'humiliation des Arabes d'Israël, la saisie de leurs biens et leur appauvrissement. Des milliers sont encore sans foyer en raison des cruelles mesures prises par le gouvernement... Les villages juifs s'installent sur les terres d'Arabes israéliens, qui perdent de ce fait leur emploi et leurs biens. Plus d'un million de dounoms de terres fertiles ont été enlevées aux Arabes... On applique un cruel régime militaire dans les régions arabes de Galilée et du Petit-Triangle. Dix-huit mille Arabes sont cloués dans le district de Bersabée. Des sévices s'exercent... Bien qu'ils paient des impôts, des taxes, des emprunts forcés et d'autres sommes, dont des contributions destinées à des achats d'armes pour Israël, les Arabes sont traités en citoyens de deuxième zone. La communauté musulmane est écartée de la direction des Wakfs et des affaires religieuses... Les injustices sont incalculables... Bref, la condition des Arabes est lamentable." Et voici l'appel final du Bloc arabe d'Israël: "Nous implorons l'intervention des Nations Unies. Trouvez solution raisonnable au grave problème des Arabes israéliens."

La dame d'Israël a bien entendu cela encore? Qu'elle ne parle plus de la minorité arabe, qu'elle ne défie plus l'Etat arabe.

98. M. Derek Tozer, correspondant britannique de l'*American Mercury*, y a écrit ceci en août 1957:

"La politique officielle du Gouvernement israélien est nette. Les Arabes, tout comme les Juifs de l'Allemagne nazie — quelle tragique analogie —, sont officiellement citoyens de deuxième zone; ainsi en témoigne leur carte d'identité."

Il faut savoir que cette accusation, portée contre Israël, d'appliquer des méthodes nazies ne constitue pas seulement le verdict d'un journaliste. C'est le verdict même de l'histoire. Le régime nazi, il est vrai, a disparu en Allemagne, mais pour reparaître en Palestine sous la forme d'Israël. Arnold Toynbee, le grand historien contemporain, a accusé Israël d'être une incarnation du nazisme. Dans son célèbre livre: *A Study of History*, il compare les mauvaises actions commises contre les Arabes de Palestine par les Juifs israéliens aux crimes commis contre les Juifs par les nazis. Ce verdict de l'histoire, permettez-moi d'en informer la dame, se trouve dans le livre de Toynbee, volume VIII, pages 289 et 290. La dame ferait bien de lire Toynbee avant de jeter le gant à l'Etat arabe, au travers de cette tribune, ce gant qui sent la persécution, ce gant imprégné du sang d'êtres humains, innocents et sans défense, sacrifiés simplement parce qu'il se trouve qu'ils sont Arabes, les derniers survivants de tout un peuple sur le sol de leur patrie.

99. Mais ce n'est pas tout. La persécution pratiquée par Israël, ou, pour reprendre le verdict de Toynbee, le nazisme d'Israël, ne s'est pas limité aux vivants. Israël applique la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud, mais contre qui? Contre les vivants et contre les morts. Les morts dans leurs tombes n'ont pas échappé à la souillure et à la mutilation, ni les églises à la profanation et à la destruction. Le vendredi saint — journée sainte entre toutes — de 1954, le cimetière chrétien de Haïffa a été violé; 73 croix ont été brisées et foulées aux pieds. La presse, et particulièrement la presse catholique, s'est indignée violemment; feu Mgr MacMahon a déclaré:

"Il ne s'agit pas d'une campagne, il ne s'agit pas de diffamation quand la presse catholique du monde entier exprime son indignation devant les destructions de villages et d'églises en Israël."

100. Récemment, en juin 1959, on pouvait lire dans le journal israélien *Letzte Neues*: "Le cimetière chrétien de Jérusalem a été profané; 42 croix ont été brûlées."

101. Mais le pire épisode des annales de l'Israël nazi est la destruction du village chrétien d'Ikrit, en Galilée occidentale, la contrée sanctifiée par le souvenir de Jésus-Christ, messenger de paix pour le monde entier. Dans ce village, le jour de Noël 1951 — encore une journée sainte: après le vendredi saint, Noël —, alors que le monde chantait "Paix sur la terre", l'armée d'Israël chantait la destruction. Les forces d'Israël ont attaqué le village, expulsé les habitants, détruit toutes les maisons sans exception et démoli l'église. Pour couronner ces actes de dégradation, les Israéliens ont emporté la cloche de l'église dans une colonie juive, pour appeler les gens non pas à la prière, mais aux repas. L'archevêque Georges Hakim, chef de la communauté grecque-catholique, après avoir visité les lieux, le cœur brisé et les yeux pleins de larmes, a écrit au rabbin

Hertzog, ministre des affaires religieuses d'Israël, ces mots indignés et émouvants:

"Du haut du cimetière qui domine le village, je ne pouvais que méditer sur ces atrocités et me demander ce que Dieu, dans sa justice, réservait pour de tels crimes commis par un peuple ou un Etat, et quel serait le verdict de la conscience internationale."

102. Le verdict s'impose. C'est de la barbarie, étayée de banditisme et calquée sur le nazisme. Si l'archevêque n'a pas prononcé ce verdict, nous le prononçons ici à sa place. Que jamais plus la dame d'Israël ne prenne la parole de cette tribune. Que jamais plus la dame n'essaie de contester l'incontestable, de réfuter l'irréfutable. Israël est coupable; et la cloche de l'église qui a résonné pendant des dizaines d'années pour appeler les fidèles à la prière restera muette, siècle après siècle, en témoin muet et indigné des indicibles atrocités d'Israël.

103. Etant donné ces actes d'Israël, ce n'était donc qu'un paradoxe, un tragique paradoxe, de la part de la dame d'Israël, de mentionner le procès d'Adolf Eichmann. Adolf Eichmann est, sans aucun doute, le criminel numéro 1 et l'ennemi numéro 1 de l'humanité, mais Israël ne peut être ni son juge ni son accusateur. Aucun criminel ne peut poursuivre un criminel ou être son juge. Israël est un autre Eichmann sous la forme d'un Etat. Israël et Eichmann devraient être assis au même banc des accusés, pour le même procès, le même crime et le même verdict. Eichmann a cherché dans la décimation la solution de la question juive; Israël cherche à résoudre par les privations et l'extinction lente le problème des réfugiés arabes. Les deux crimes sont pareils. La différence ne réside que dans l'échelle et dans les moyens mis en œuvre. Et le moment n'est pas très éloigné, la dame peut en être sûre, où Israël passera en jugement devant le tribunal du monde, comme Eichmann, sans appui, sans défense, sans patrie.

104. Mais Israël a un talent particulier pour réfuter ces accusations. Israël est passé maître en cet art. Il est aisé de démentir en paroles; pour faire la preuve, le mieux est une enquête des Nations Unies. Si Israël est d'accord, nous proposons officiellement la création d'une commission des Nations Unies pour enquêter sur la situation de la minorité arabe d'Israël et faire un rapport à l'Assemblée à sa prochaine session. Nous proposons que cette commission soit composée des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique, membres du Conseil de sécurité, et de quatre autres membres représentant l'Europe, l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. Au lieu de lancer de vains défis du haut de cette tribune, que la dame y vienne pour répondre à notre proposition. Si Israël n'a rien à se reprocher, que la dame fasse à l'Assemblée une réponse franche et nette.

105. J'en viens maintenant à la rengaine des négociations, que nous a fait entendre la dame d'Israël. Je dis rengaine, parce que depuis 13 ans Israël réclame constamment des négociations. Mais la vérité pure et simple est que la proposition d'Israël d'entamer des négociations n'est qu'un jeu d'Israël, une tactique d'Israël, une acrobatie d'Israël. Je laisserai un moment de côté cet axiome que l'on ne peut demander à aucun peuple de négocier l'abandon de sa patrie. Je parlerai de certains aspects de la question de Palestine et je m'en tiendrai toujours au cadre des Nations Unies.

106. C'est un fait primordial que le problème des réfugiés, la question de Jérusalem et le problème territorial sont les éléments essentiels de la question de Palestine. La dame d'Israël a insisté là-dessus. Je cite ses paroles:

"Aucun problème israélo-arabe ne peut être résolu sans négociation; chacun de ces problèmes peut être résolu par la négociation." [A/PV.1030, p. 66.]

Examinons donc ces problèmes, l'un après l'autre, pour voir comment ils peuvent être résolus par des négociations.

107. Commençons par la question de Jérusalem. Nous savons tous qu'aux termes de la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale de 1947, confirmée par la résolution 194 (III) de 1948, l'Assemblée générale a décidé d'internationaliser Jérusalem et d'en faire un corpus separatum sous l'autorité effective de l'ONU. Israël a repoussé l'internationalisation. Le 10 décembre 1949, Israël a transféré son parlement à Jérusalem, qui serait, a-t-il déclaré, sa capitale. Le 20 décembre 1949, les Nations Unies ont sommé Israël de révoquer cette décision^{1/}. Sur quoi, M. Ben Gourion a déclaré: "Les Nations Unies ont jugé bon, cette année, de décider que notre capitale éternelle deviendrait un corpus separatum sous direction internationale. Notre riposte..." J'attire votre attention sur ces termes. "Notre riposte à cette décision perverse..." Il appelle la résolution "perverse". Tandis que la dame d'Israël psalmodie et chante ici l'observation et le respect des résolutions des Nations Unies, M. Ben Gourion appelle vos résolutions "perverses". Je me demande qui est pervers dans ce jeu. Ce ne sont en tout cas pas les Nations Unies. M. Ben Gourion poursuivait:

"Notre riposte à cette décision perverse a été ferme et sans équivoque: le gouvernement et le Knesset se sont immédiatement transportés à Jérusalem et en ont fait la couronne et la capitale d'Israël, irrévocablement et au vu de tous."

Telles ont été les paroles de M. Ben Gourion; devant cette position intransigeante à l'égard de Jérusalem, la proposition de négociations de la dame n'a plus aucun sens; nous lui demandons d'expliquer à l'Assemblée comment, dans ces conditions, les négociations qu'elle propose pourraient avoir des chances d'aboutir. Quand on défie les Nations Unies, quand on nie les résolutions de l'Assemblée générale, il ne peut pas y avoir de négociations.

108. En ce qui concerne les réfugiés, la position d'Israël est d'une clarté éblouissante. En dépit des efforts que la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine déploie depuis 13 ans pour appliquer les 16 résolutions de l'Assemblée générale qui concernent le rapatriement des réfugiés, pas un seul réfugié n'a été rapatrié et aucun n'a été indemnisé. Israël a déclaré officiellement à la Commission de conciliation: "... on ne peut pas remonter le cours de l'histoire... le retour individuel des réfugiés arabes là où ils habitaient est chose impossible..."

109. Les paroles sont celles d'Israël, mais c'est nous qui soulignons. Dans tous ses rapports sur les travaux en cours, la Commission de conciliation a déclaré clairement qu'elle n'était pas arrivée à

amener Israël à accepter le principe du rapatriement. Tout récemment, après la déclaration de la dame, le New York Times du 12 octobre, la semaine dernière, a publié la déclaration suivante de M. Ben Gourion: "Israël repousse catégoriquement la proposition insidieuse d'accorder aux réfugiés la liberté de choisir." Cette fois, il parle d'une proposition "insidieuse", de même qu'il avait qualifié de "perverse" la résolution de l'Assemblée générale qui concerne Jérusalem. On peut constater un grand progrès dans la mentalité d'Israël: il qualifiait de "perverse" l'internationalisation de Jérusalem; maintenant, il ne qualifie que d'"insidieuses" les propositions de la Commission de conciliation sur le rapatriement. C'est à l'Assemblée générale qu'il appartient de juger si ce sont les Nations Unies qui sont insidieuses et perverses, ou les autres. Qu'y a-t-il d'insidieux dans l'affaire?

110. M. Ben Gourion dit que c'est une proposition insidieuse de demander pour les réfugiés la liberté du choix. Faut-il, je me le demande, accepter de la dame les "négociations" et accepter du monsieur le refus de rapatriement? Le monsieur refuse le rapatriement, la dame parle de négociations. Qui devons-nous croire, le monsieur ou la dame? Car, vous le savez, "ce sont tous d'honorables citoyens". Que nous croyions l'un ou l'autre, la proposition de négocier est dénuée de sens. Nous invitons encore une fois la dame à dire à l'Assemblée comment les négociations qu'elle propose pourraient avoir des chances d'aboutir.

111. Enfin, en ce qui concerne la question territoriale, Israël a repoussé toutes les propositions faites par la Commission de conciliation pour la Palestine. Israël occupe maintenant 35 p. 100 de territoire — j'attire votre attention sur ce chiffre officiel de l'ONU — en plus de ce que lui avaient assigné les Nations Unies. M. Ben Gourion, en proie à l'esprit de conquête, a déclaré qu'Israël ne se dessaisirait pas sur une table de conférence des gains réalisés sur le champ de bataille. M. Ben Gourion conseille de ne pas abandonner dans une conférence de paix ce que l'on a conquis par les armes. Quand le Premier Ministre britannique a proposé de modifier sur certains points le territoire qui est sous l'autorité d'Israël, M. Ben Gourion a poussé son cri de guerre et a déclaré: "Le Premier Ministre britannique, j'en suis sûr, sait parfaitement que l'on ne pourrait pas changer les frontières d'Israël... sans une guerre sanglante, une guerre à mort." En réponse à un tel défi, la proposition de négociations de la dame perd tout son sens, et nous invitons la dame à dire à l'Assemblée comment les négociations peuvent avoir un sens quand M. Ben Gourion dit: "Je ne changerai pas mes frontières sans une guerre sanglante, une guerre à mort."

112. Voilà les éléments de la question de Palestine et voilà où nous mène la négociation. Israël insiste sur des négociations, n'importe quand, n'importe où, et sans conditions préalables. Ce sont les termes employés par la dame à cette tribune. Elle offrait des négociations n'importe quand, n'importe où et sans conditions. Mais Israël pose à l'avance les conditions préalables: pour les réfugiés, pas de rapatriement; pour Jérusalem, pas d'internationalisation; pour le territoire, pas d'évacuation. De telles négociations ne mènent nulle part, ou plutôt elles ne mènent qu'à une impasse sans issue. On peut résumer la position par la boutade bien connue que le président Kennedy a évoquée dans sa conférence de presse: "Ce qui est

^{1/} Procès-verbaux officiels du Conseil de tutelle, deuxième session extraordinaire, Supplément No 1, résolution 114.

à moi est à moi, ce qui est à vous est négociable." Voilà la position d'Israël: "Ce qui est à nous est à nous, mais ce qui est à vous est négociable." Ce ne sont pas des négociations, ce n'est qu'une capitulation. Mais, en fin de compte, ce ne seront pas les Arabes qui capituleront, ce sera Israël, car le triomphe final appartient à la justice et à la justice seule.

113. D'ailleurs, il se pose encore une question. Avec qui aurions-nous à négocier? Israël, partie à une négociation? Non. Israël est un rassemblement d'étrangers venus de tous les coins du monde. Quarante-vingts pour cent au moins de tous les habitants d'Israël ne sont pas légitimes citoyens du pays; leurs pères et leurs aïeux ne l'étaient pas davantage, depuis le temps d'Abraham. Ils ne connaissent pas le pays. Ils ne possèdent pas un arpent de sa terre sacrée. Ce ne sont que des étrangers, tout comme les impérialistes sont des étrangers en Asie ou en Afrique. Leur revendications sur le pays ne sont pas plus valables que les revendications des Portugais sur l'Angola, des Français sur l'Algérie et des Britanniques sur le Honduras britannique. La dame d'Israël a prétendu que le nombre des réfugiés juifs venus des pays arabes en Israël équivalait au nombre des réfugiés arabes qui ont quitté Israël. C'est un calcul mal calculé, typique des mathématiques des usuriers. Les réfugiés arabes sont au nombre de 1 200 000. Les Juifs venus des pays arabes en Israël ne sont que 200 000, et non 1 200 000. Je n'ai pas l'intention de demander à la dame des explications sur cette déformation des chiffres, car c'est là tout Israël: déformation des chiffres, des faits, des thèses et des conclusions. Israël serait capable même de déformer une déformation.

114. En second lieu, les Juifs qui ont émigré des pays arabes en Israël ne sont pas des réfugiés. Ils étaient citoyens de nos pays, de plein droit et sans aucune discrimination. Et voici ce que nous sommes prêts à faire et ce que nous soumettons au jugement du monde. Ces Juifs ont été les victimes des manœuvres d'agitation d'Israël. Nous offrons de les rapatrier dans leur pays d'origine, si Israël leur accorde la liberté par un simple permis de sortie. Nous sommes prêts à rapatrier ces Juifs dans leur pays. C'est Israël seul qui en a fait de prétendus réfugiés. Des milliers de Juifs continuent à vivre dans les pays arabes, et ils y sont plus prospères que tous les Juifs d'Israël. Tout le mal vient de ce détestable mouvement de rassemblement des Juifs. Ce rassemblement est devenu le principal commerce d'Israël. "Celui qui n'émigre pas en Israël n'est pas Juif", a déclaré M. Ben Gourion. Et la dame fait ici des offres de paix et de négociations, alors que M. Ben Gourion déclare que celui qui ne va pas en Israël n'est pas Juif. Il pourrait y avoir ici, dans cette assemblée, un délégué juif, qui siège ici en éminent représentant de son pays, mais M. Ben Gourion l'inciterait et l'inviterait quand même à émigrer en Israël, sans quoi il subirait la réprobation de n'être pas Juif. C'est là toute la philosophie d'Israël. Récemment, M. Ben Gourion a adressé en ces termes un appel aux Juifs des Etats-Unis: "Nous prions instamment les parents" — ici, aux Etats-Unis — "de nous aider à amener leurs enfants en Israël. S'ils refusent de nous aider, nous amènerons les jeunes gens, mais j'espère que cela ne sera pas nécessaire." M. Ben Gourion semble vouloir intimider les parents — si vous ne nous envoyez pas vos bébés, vos enfants, nous prendrons vos jeunes gens —, pro-

bablement dans le style Eichmann, mais en version plus délicate et plus douce.

115. La question se pose toutefois: les Juifs des Etats-Unis sont-ils à considérer comme des réfugiés, pour avoir à chercher refuge en Israël? Il n'y a encore que peu d'années, la dame d'Israël, qui porte le titre de ministre des affaires étrangères d'Israël, était citoyenne des Etats-Unis. Cette dame était-elle réfugiée aux Etats-Unis? A-t-elle cherché refuge alors en Israël, pour y acquérir ensuite le rang de ministre des affaires étrangères d'Israël? Il y a en Israël des milliers et des milliers de gens qui, tout comme cette dame, n'ont jamais été réfugiés. La dame d'Israël n'est pas réfugiée; mais je suis réfugié, moi, et 1 200 000 de mes compatriotes aussi. Je le reconnais. C'est ici l'occasion de le reconnaître. Nous avons tous été dépossédés de notre terre natale. La paix, par conséquent, il ne faut pas la rechercher par la voie de négociations, de paroles creuses. Il n'y a qu'un moyen de la réaliser: par un rapatriement complet et général, le rapatriement de mon peuple dans sa patrie, le rapatriement de cette dame — le Ministre des affaires étrangères d'Israël — dans son pays d'origine, les Etats-Unis, et le rapatriement de tous les Israéliens dans leur pays d'origine.

116. Au lieu de déraisonner en demandant des négociations, pourquoi ne pas aller droit au cœur du problème, au lieu de tourner autour du pot? La dame d'Israël a consacré une grande partie de sa déclaration à faire l'éloge des Nations Unies et des résolutions des Nations Unies. Elle a fermement préconisé le respect méticuleux des résolutions des Nations Unies. En réfléchissant à cette déclaration, beaucoup de délégations africano-asiatiques se sont demandé si Israël accepterait la proposition de créer une commission des Nations Unies chargée de mettre à exécution toutes les résolutions des Nations Unies qui concernent la Palestine. Il appartient à la dame d'Israël de dire si Israël est prêt à accepter une telle proposition. Au lieu d'orchestrer toutes ces demandes de négociations, il serait plus raisonnable, de la part de la dame, de répondre si Israël est prêt à s'incliner devant la volonté des Nations Unies — car l'Organisation des Nations Unies a été le berceau d'Israël.

117. Les actes d'Israël parlent par eux-mêmes: ils parlent de meurtres et de massacres. Ils forment un gros dossier où il n'est question que de sang versé et de destructions. L'apparition d'Israël a fait de la Terre sainte une terre de profanation et de difamation, et du Proche-Orient une région bouleversée. L'agression israélienne contre le Sinaï a mené le monde à deux doigts de la guerre — d'une guerre nucléaire. Massacrer semble être la devise d'Israël, le meurtre sa politique. Sauf Israël, il n'y a aucun Etat dans notre organisation qui se soit attiré six condamnations dans l'espace de quatre ans, de la part du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Aucun Etat, sinon Israël, n'a été l'objet d'un blâme des Nations Unies pour des massacres qui rappellent les atrocités nazies. Il y en a trop pour en faire le compte, ils sont trop émouvants pour les raconter. Ils sont entrés dans l'histoire au même titre que le massacre nazi de Babi Yar.

118. C'est ainsi qu'Israël a inscrit dans notre histoire moderne le massacre de Déir Yasin, en 1948, le massacre de Nasreddin, en 1948, le massacre de Wadi Araba, en 1950, le massacre de Noël, en 1951, le massacre de Falama, en 1952, le massacre de Qibya, en 1953, le massacre de Nabalim, en 1954,

le massacre de Gaza, en 1955, le deuxième massacre de Gaza, en 1956, et le massacre de Tawafeq, en 1959. C'est une longue liste de sang versé, d'incendies, de destructions et d'atrocités pareilles à celles des nazis. Mais la dame d'Israël vient ici avec plaisir, joie et satisfaction nous parler de paix, de négociations et de désarmement régional.

119. Les Nations Unies ont condamné toutes ces atrocités et bien d'autres encore, comme des actes sauvages et barbares. En revanche, ni le Conseil de sécurité ni l'Assemblée générale n'ont censuré une seule fois — je défie la dame d'Israël de citer un seul cas — un Etat arabe pour aucun acte. Certains observateurs internationaux estiment que c'est une preuve de la faiblesse bienveillante et chevaleresque des Arabes. Faiblesse ou non, la justice finira par triompher, ce n'est qu'une question de temps.

120. Dans ces conditions, la proposition, faite par la dame d'Israël, d'un pacte de non-agression, cette proposition qui s'adresse aux Etats arabes, n'est destinée qu'à consacrer l'agression. La non-agression n'est pas compatible avec l'invasion. Les peuples dominés par les nazis en Europe, au cours de la seconde guerre mondiale, on ne pouvait pas exiger d'eux la non-agression. De même, le peuple de l'Algérie, celui de l'Angola, ne peuvent pas signer des pactes de non-agression avec leur agresseur. C'est un fait qu'il y avait en 1948 un accord de non-agression entre Israël et les habitants des Dér Yasin, village arabe distant de Jérusalem de quelques kilomètres. Mais, malgré ce pacte, 250 habitants de Dér Yasin ont été massacrés, et leurs corps mutilés ont été jetés dans un puits. Cela s'appelle non-agression dans le dictionnaire d'Israël.

121. La non-agression s'appuie sur un préalable de bonne foi et de volonté de paix. La dame d'Israël semble avoir oublié que c'est M. Ben Gourion lui-même qui a dit: "J'accepte de former le cabinet à condition que l'on mette en œuvre tous les moyens possibles pour l'expansion vers le sud." Ainsi, M. Ben Gourion pose l'expansion vers le sud comme condition pour former le cabinet, mais la dame d'Israël orchestre la non-agression. Elle semble oublier cette déclaration de son prédécesseur au Ministère des affaires étrangères, Moshe Sharett: "Je conseille au gouvernement de déclarer la guerre aux Arabes, car c'est le meilleur moment pour réaliser le rêve que nous caressons depuis si longtemps. Autrement, il sera trop tard pour écraser leur puissance." La dame d'Israël semble oublier également cette déclaration de Moshe Dayan, chef d'état-major de l'armée israélienne: "C'est au peuple qu'il appartient de se préparer à la guerre, mais c'est à l'armée qu'il appartient de mener le combat, en vue de l'objectif ultime: édifier l'empire d'Israël." La dame semble ne pas se souvenir non plus de cette autre déclaration de M. Ben Gourion: "Cette carte n'est pas la véritable carte d'Israël. Vous devez tendre ardemment, par la conquête ou par la diplomatie, à édifier l'empire d'Israël, qui doit s'étendre sur tout le territoire qui va du Nil à l'Euphrate." Ce sont des déclarations que la dame ne devrait jamais oublier. Israël s'efforce de devenir un empire, et la dame aspire probablement à être non seulement le Ministre des affaires étrangères, mais le Ministre des colonies de cet empire israélien.

122. Je passe enfin à la proposition de désarmement que la dame a faite à l'intention des Etats arabes. Laissez-moi dire carrément que, venant d'Israël,

le mot "désarmement" ne peut être qu'une dérision. C'est l'établissement d'Israël dans le Proche-Orient qui a contraint les Etats arabes à réarmer. Depuis lors, les dépenses militaires des Etats arabes ont augmenté dans la proportion de 1 à 20. A quoi faut-il attribuer cette augmentation de nos dépenses militaires dans divers secteurs? Etait-ce pour affronter les forces des grandes puissances? Cela aurait été tout simplement ridicule. Sans la présence d'Israël, il n'y aurait dans la région que de simples forces de sécurité. Et, si Israël disparaissait de la région, il y aurait un désarmement total et général, un désarmement automatique, sans proposition de désarmement et sans que la dame ait besoin de nous y convier.

123. Le désarmement a été le rêve de l'humanité à travers les âges, en commençant par les prophètes juifs et jusqu'à nos jours. C'est à partir du moment où Israël s'est introduit dans le Proche-Orient que ce rêve est devenu un terrible cauchemar. A l'époque de la Société des Nations, les Israéliens ont commencé à constituer une armée clandestine et à pratiquer le trafic illégal des armes. De nombreuses commissions britanniques d'enquête ont constaté et consigné que les Israéliens passaient de grandes quantités d'armes en contrebande, dans des sacs de ciment. Ainsi, des sacs de ciment, destinés à contenir du matériel de construction, contenaient ces armes de destruction massive. Dans le "Command Paper" de 1946^{2/}, il était démontré que les Israéliens avaient acquis de grandes quantités d'armes par le brigandage — c'est le mot employé par la Commission anglo-américaine d'enquête. En outre, la Commission de 1946 avait constaté la formation d'une armée israélienne non autorisée — c'est le terme exact employé dans le rapport de la Commission —, fortement équipée, instruite et financée, qui ne comptait pas moins de 60 000 hommes. Tout cela se passait au moment où le pays était sous administration britannique, conformément au mandat de la Société des Nations.

124. A l'époque des Nations Unies, Israël a continué à s'armer, en violation de la trêve ordonnée par le Conseil de sécurité en 1948^{3/}. Les rapports du comte Bernadotte aux Nations Unies, ainsi que des informations dignes de foi, ont révélé que, pendant la période de trêve ordonnée par les Nations Unies, Israël avait introduit en fraude de grandes quantités d'armes, de munitions et d'avions militaires. Un pont aérien fonctionnait entre l'Europe et Israël. Des "forteresses volantes", exportées en fraude des Etats-Unis, gagnaient Israël, de même que des chasseurs-bombardiers Beaufort, venus du Royaume-Uni. De Jérusalem, la cité sainte, Israël a fait un arsenal. A maintes reprises les Nations Unies ont décidé la démilitarisation de Jérusalem, et à maintes reprises Israël l'a refusée. Au printemps dernier, il n'y a que quelques mois, le Conseil de sécurité a sommé Israël de ne pas procéder à un défilé militaire à Jérusalem, l'Accord d'armistice l'interdisant. Israël a eu son défilé, en défiant le Conseil de sécurité. Et la dame a l'audace de proposer, de cette tribune, un désarmement régional, au lieu de respecter la résolution du Conseil de sécurité qui interdit d'avoir un défilé

^{2/} Report of the Anglo-American Committee of Enquiry regarding the problems of European Jewry and Palestine, Cmd. 6808, Londres, Imprimerie nationale, 1946.

^{3/} Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité, troisième année, Supplément de juillet 1948, document S/902.

militaire dans les rues de la ville sainte de Jérusalem. Au lieu de citer le prophète Isaïe — le prophète juif — qui voulait transformer les épées en socs de charrue, qu'Israël enlève ses canons de Jérusalem, que la ville sainte redevienne sainte, que Jérusalem, au lieu d'être militarisée et israélisée, soit démilitarisée et libérée d'Israël.

125. Jusqu'ici, année après année, Israël a acquis d'énormes quantités d'armes aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en France, et la dame d'Israël vient, année après année, de cette tribune, réclamer à grands cris le désarmement. Telle était la situation jusqu'à la dernière session. Mais, depuis la présente session, toute proposition israélienne de désarmement régional ne mérite que le ridicule. Israël vient de construire un grand réacteur atomique, capable de fabriquer une bombe nucléaire. Israël a tout d'abord prétendu qu'il s'agissait d'une usine textile (comme c'est innocent, comme c'est pacifique!). Mais, en décembre 1960, le London Mail, le New York Times, le Montreal Star, le Washington Post, le New York Herald Tribune, le Daily News et le Christian Science Monitor ont exprimé leur inquiétude de voir la bombe atomique faire son entrée dans le Proche-Orient par la voie du réacteur atomique d'Israël. On a aussi affirmé, d'après des services de renseignements, que la France envoyait à Israël des cargaisons de pechblende, matière première dont on peut extraire de l'uranium. La dame d'Israël a beau jeu à nier tout simplement ces faits ou à affirmer que le réacteur atomique est destiné à des fins pacifiques. Les dénégations sont faciles, elles ne nécessitent aucun effort, il suffit de parler en disant n'importe quoi, que cela ait du sens ou non. Mais la pierre de touche appartient aux Nations Unies. Plutôt que de proposer le désarmement régional, comme la dame d'Israël, insistons pour que les Nations Unies enquêtent sur l'affaire. L'Agence internationale de l'énergie atomique est l'organe indiqué pour mener une enquête de ce genre. Si la dame d'Israël désire franchement le désarmement, il ne devrait y avoir aucune difficulté à porter à la connaissance du monde entier ce qui se passe réellement en Israël et ce qu'il en est de son réacteur atomique. Au lieu de proposer un désarmement régional en termes généreusement nébuleux, il est beaucoup plus constructif et tangible de proposer que l'Agence internationale de l'énergie atomique soit chargée d'inspecter les réacteurs atomiques d'Israël. Si l'on pouvait ouvrir tous les passages, détours et issues de cette

horrible affaire du réarmement atomique d'Israël, c'est cela qui assurerait au Proche-Orient une paix véritable. Voilà le vrai défi qu'il faut porter à Israël et à la dame d'Israël. L'adage dit bien: "Celui qui demande justice, qu'il se présente les mains nettes." Il faudrait en faire un adage des Nations Unies: "Celui qui demande le désarmement, qu'il se présente les mains nettes — et non pleines de bombes atomiques." J'ai répondu à la dame d'Israël en me bornant à faire état de déclarations officielles d'Israël. Toutes mes affirmations ont été étayées par des attitudes officielles d'Israël, des déclarations officielles d'Israël. J'ai été amer et brutal, je l'admets, mais je vous demande de vous mettre à notre place et de comprendre ce qui se passe dans le cœur et l'esprit de gens arrachés à leur terre natale. Les faits sont d'une brutalité qui dépasse l'imagination. C'est le problème de tout un peuple en exil. Représentants de votre pays, vous savez ce que signifie pour chacun sa patrie. Je voudrais qu'aucune nation n'ait à souffrir ce que souffre le peuple palestinien. C'est une tragédie sans égal, d'une inqualifiable injustice, c'est un désastre inouï.

126. Au cours de ma réponse, j'ai esquissé trois propositions concrètes. La première est d'instituer une commission des Nations Unies chargée de mettre à exécution les résolutions des Nations Unies qui concernent la Palestine, toutes les résolutions sans exception: celles de l'Assemblée générale, celles du Conseil de sécurité et celles du Conseil de tutelle. Ma deuxième proposition tend à créer un comité d'enquête des Nations Unies, qui aurait pour tâche de constater dans quelles conditions vit actuellement la minorité arabe en Palestine. Ma troisième proposition serait de demander à l'Agence internationale de l'énergie atomique d'inspecter les réacteurs atomiques construits récemment en Israël et de déterminer leur nature véritable.

127. Ceux qui réclament à grands cris la paix et les négociations et débitent une foule de formules creuses sont maintenant au pied du mur. Plutôt que de parler de paix, marchons vers la paix. Mes trois propositions montrent la route. Il appartient à la dame d'Israël d'accepter mes propositions ou de les rejeter. La tribune est prête, j'en suis sûr, à l'accueillir tout de suite pour lui permettre de me répondre, si elle le veut et si elle l'ose.

La séance est levée à 13 h 15.